

## ***Introduction***

Qu'il s'agisse d'arbitrage interne ou international, la notion d'arbitrage est identique. On peut donc définir l'arbitrage comme l'institution par laquelle un tiers règle le différend qui oppose deux ou plusieurs parties, en exerçant la mission juridictionnelle qui lui a été confiée par celles-ci. Cependant, si le concept est identique, le régime juridique de l'arbitrage international est original, en France comme en de nombreux pays.

L'arbitrage est un mode de règlement des litiges. Il se distingue de la conciliation, de la médiation, de la transaction ou encore de l'expertise. Le critère essentiel de distinction réside dans le fait que ce tiers qu'est l'arbitre, est investi d'une mission juridictionnelle. Il doit, comme le juge, trancher le litige et « dire le droit ». Sa mission juridictionnelle a pour source la volonté des parties, qui s'est exprimée dans la convention d'arbitrage. L'arbitrage a donc une nature fondamentalement hybride : conventionnelle par son origine, juridictionnelle par ses effets.

Contrairement au droit interne de l'arbitrage où la distinction entre les matières civile et commerciale est importante en raison du domaine d'application ouvert à la clause compromissoire, l'arbitrage international ne distingue plus véritablement l'arbitrage commercial et l'arbitrage civil.

L'arbitrage est souvent critiqué de nos jours pour ses inconvénients. En effet, c'est une procédure coûteuse, contrairement à la justice étatique qui est gratuite en France. Les entreprises qui y font appel décrivent régulièrement le niveau des honoraires demandés et souvent leur manque de justification. On a également relevé le risque de manque de partialité des arbitres qui pourraient entretenir des relations d'ordre professionnel ou privé avec l'une ou l'autre des parties. En effet, celles-ci font souvent appel à un arbitre spécialisé dans le domaine du litige, afin de donner la meilleure solution au conflit, c'est-à-dire la plus équitable. Mais cela n'empêche pas que l'arbitrage soit soupçonné de satisfaire leurs intérêts personnels, notamment parce qu'ils sont désignés par les parties. Or, un principe majeur de la procédure de règlement des conflits en France est la partialité du juge qui ne doit pas être un proche d'une des parties. Ceci provient de l'origine souveraine de la fonction du juge en France. On voit donc apparaître un contraste avec l'arbitre qui n'est qu'une personne privée départageant en son nom des parties qui l'ont elles-mêmes choisies. Les magistrats ont également une investiture permanente alors que les arbitres ne sont investis de cette mission que le temps de l'affaire et leur sentence ne dispose pas de l'autorité de la chose jugée, et pour avoir force

exécutoire dans un Etat, les parties devront demander la reconnaissance<sup>1</sup> ou l'exequatur<sup>2</sup>.

Mais l'arbitrage a aussi de nombreux avantages. Des juges choisis et au fait des questions en litige permettent d'obtenir une justice plus efficace, qui n'est pas systématiquement contrainte de désigner des experts pour éclairer son jugement. L'arbitrage peut être une justice rapide ; l'arbitre doit être disponible ; il n'a pas de rôle encombré à l'instar des juridictions étatiques et, si son emploi du temps ne lui permet pas de consacrer le temps nécessaire à un arbitrage, il ne doit pas accepter sa mission. Cependant, en matière internationale, la complexité de certains dossiers, l'éloignement des parties et des arbitres sont autant de causes d'allongement de la durée de l'arbitrage. Les trois causes principales de ralentissement du procès arbitral sont donc la disponibilité parfois insuffisante des conseils et des arbitres, les difficultés techniques ou comptables inhérentes à certains dossiers, et enfin les voies de recours contre la sentence ou incidents de procédure qui peuvent parfois être utilisés à des fins dilatoires.

Les rapports commerciaux internationaux s'accordent mal avec la publicité de la justice étatique. Une entreprise se trouve en position de faiblesse dans une négociation ou à l'égard de tel ou tel concurrent, s'il vient à être su que l'un de ses principaux fournisseurs ou clients est en litige avec elle à propos de la résiliation du contrat qui la liait à celui-ci, ou si des éléments relatifs à un procédé de fabrique viennent à être étalés sur la place publique. Par ailleurs, l'annonce d'un procès peut affaiblir la situation d'une entreprise à l'égard d'un établissement bancaire auprès duquel elle souhaitait contracter un emprunt dans de bonnes conditions.

L'arbitrage est secret<sup>3</sup>. L'instance arbitrale ne se déroule qu'à huis clos et n'est connue que des parties, de leurs conseils et des arbitres – éventuellement du personnel de l'institution d'arbitrage à laquelle il a pu être fait appel pour organiser l'arbitrage. Tous sont tenus par le secret concernant non seulement l'existence d'un arbitrage, mais aussi la solution qui lui a été donnée. La confidentialité trouve cependant une limite dans les recours qui peuvent être exercés à propos de l'arbitrage devant les juridictions étatiques ; la publicité des débats devant celles-ci ébruite le fait qu'un arbitrage est en cours ou bien qu'une sentence est intervenue. C'est pourquoi, la jurisprudence, soucieuse de préserver cet avantage de l'arbitrage, a pu sanctionner le recours abusif qui a pour effet de faire tomber dans le

---

<sup>1</sup> La reconnaissance faite par un Etat confère à une sentence arbitrale l'admission dans l'ordre juridique français mais n'entraînera pas l'exécution forcée.

<sup>2</sup> L'exequatur est un ordre d'exécution donné par l'autorité judiciaire d'une sentence rendue par une justice privée. Elle entraîne donc l'exécution forcée.

<sup>3</sup> J.L. Delvolvé, Vraies et fausses confidences ou les petits et les grands secrets de l'arbitrage : Rev. arb. 1996, p. 373.

domaine public une information que les parties souhaitent garder pour elles en stipulant une convention d'arbitrage<sup>4</sup>.

De nombreux conflits sont susceptibles d'être résolus, au moins partiellement, dans un cadre seulement privé. Ainsi deux parties peuvent s'entendre sur le mode de règlement du litige qui les oppose : à défaut de trouver une solution commune à leur différend, elles définissent au moins ensemble la procédure qui va être mise en oeuvre pour trouver une solution à leur différend. Les parties ont par exemple recours à un arbitre ou à un médiateur. Mais les parties peuvent aussi s'entendre directement sur la solution qu'il convient d'apporter à leur litige et conclure entre elles une transaction.

Ce faisant, les litigants évitent de montrer au grand jour leurs querelles, ce qui pourrait leur être préjudiciable. Le différend est alors normalement soumis à une procédure discrète. La solution restera généralement confidentielle. Cette discrétion ne peut que faciliter en retour les négociations. Dans le but d'assurer l'efficacité de certaines fonctions ou de certaines professions exigeant la plus grande discrétion, le secret peut être opposé dans certaines circonstances aux arbitres. La notion de secret semble ainsi tout à la fois complémentaire et différente de celle de confidentialité. En particulier, la discrétion recherchée dans le règlement amiable des litiges n'apparaît pas comme un droit ou à l'inverse une obligation aussi absolue que la notion de secret. Aussi, la confidentialité souvent voulue par les parties ne semble pas pouvoir s'imposer complètement.

Mais quelle est la place aujourd'hui de la confidentialité dans l'arbitrage ? Quelle valeur a-t-elle et comment se manifeste-elle à la fois dans son principe que dans son application ?

C'est à ces questions que ce devoir va essayer de répondre, notamment parce que le secret est, pour l'arbitrage international, l'un de ses avantages les moins contestables pour les parties. Ainsi il apparaît que la confidentialité joue un rôle important pour l'institution que représente l'arbitrage (I) mais qu'il se voit soumis à une application difficile dans le fonctionnement de ce dernier (II).

---

<sup>4</sup> CA Paris, 1re ch. C., 18 févr. 1986 : Rev. arb. 1986, p. 583, note G. Flécheux. – Adde E. Gaillard, Le principe de confidentialité de l'arbitrage international : D. 1987, chron. p. 153.

## **I. L'importance indiscutable de la confidentialité dans l'arbitrage**

La confidentialité apparaît très vite comme l'élément déterminant du choix des parties de recourir à l'arbitrage. En effet, c'est le principe le plus constant que l'on retrouve dans les fondements mêmes de l'arbitrage (A), et qui est de loin son avantage majeur (B).

### **A. Les fondements de la confidentialité**

Il convient d'étudier tout d'abord les fondements du droit interne de la confidentialité de l'arbitrage (a) puis ceux issus du droit et des instances internationales (b).

#### **a. Les fondements internes**

Le fondement principal de la confidentialité réside dans le secret recherché, dans l'existence même de l'arbitrage à côté des justices étatiques. En effet, tout fini par se savoir, et tout est hypothétiquement su. Or, il faut au secret ou au confidentiel une légitimité, une raison suffisamment importante ou grave pour poser la limite à la connaissance du fait ou de l'objet par autrui. C'est dans nos systèmes juridiques, la Loi qui peut lever ce secret, tout d'abord la loi étatique, générale, comme règle de notre société, ensuite la loi des parties, particulière, comme manifestation de la volonté.

En arbitrage interne, certains principes directeurs du procès doivent être respectés. L'article 1460 al. 2 N.C.P.C. indique les textes concernés. Il s'agit des articles 4 à 10, de l'article 11 al. 1 et des articles 13 à 21 du nouveau Code de procédure civile. On constate donc que l'article 22 N.C.P.C. disposant que « les débats sont publics » n'entre pas dans le champ de l'article 1460. En matière d'arbitrage international, la liberté que peut prendre l'arbitre quant à la procédure civile est encore plus importante en ce sens qu'il n'est pas tenu de respecter l'article 1460 N.C.P.C. Seul le non-respect du contradictoire pourrait entraîner la réformation ou l'annulation de la sentence arbitrale (art. 1502, 1504 N.C.P.C.).

Cette confidentialité est concrètement renforcée par différents aspects de l'organisation de l'arbitrage, organisation fortement marquée par son caractère conventionnel. Ainsi l'arbitrage n'existe qu'en vertu d'un accord préalable des parties : soit dans le cadre d'une clause compromissoire en droit commercial, soit en vertu d'un compromis. Ce sont les parties elles-mêmes qui désignent les arbitres

ou qui décident des modalités de leur désignation (art. 1443, 1448 N.C.P.C.). La clause compromissoire et le compromis sont donc avant tout la chose des litigants : ces conventions n'ont aucun caractère public, à moins qu'elles n'en décident volontairement, par exemple en retenant que l'arbitre devra respecter l'ensemble des règles de la procédure civile.

La loi française à travers l'article 9 du code civil assure à chacun le respect de sa vie privée et autorise le juge à prescrire toutes les mesures propres à la garantir. Mais ce respect de l'intimité est limité à la vie privée et n'inclue pas la pratique des affaires.

Ensuite l'article 226-13 du nouveau code pénal dispose que « *la révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000€ d'amende* ». De cette façon, il protège le secret professionnel. Il vise notamment en matière d'arbitrage, l'avocat des parties ainsi que l'arbitre lui-même. Pour ce dernier, d'autres textes complètent cette obligation de confidentialité. Nous citerons l'article 1469 du nouveau code de procédure civile qui impose le caractère secret au délibéré arbitral. L'article 1476 du même code assimile l'arbitre au juge et l'invite donc à « *garder religieusement le secret des délibérations* ».

En matière de commerce international, le secret est le plus souvent imposé par les parties elles-mêmes, puisqu'elles ont la possibilité de soumettre au secret tous les domaines qui touchent aux droits dont ils ont la libre disposition selon les articles 2059 et 2060 du code civil. Il est précisé qu'il s'agit des domaines concernant l'état des personnes, le divorce... et toutes les matières qui concernent l'ordre public. Or celui-ci n'étant pas défini, la plus grande prudence est de mise pour les arbitres tranchant sur des domaines tels que la concurrence, la propriété industrielle, les procédures collectives et les contrats de travail qui sont considérés parfois comme non arbitral par la jurisprudence. De plus, les parties peuvent évidemment anticiper elles-mêmes d'un commun accord sur le caractère confidentiel de tout arbitrage qui surviendrait entre elles, en signant une convention expresse ou en y faisant référence dans le contrat qui les lie. Il a d'ailleurs été jugé qu'un recours en annulation exercé sans chance sérieuse de succès portait atteinte à la commune volonté des parties qui, à l'origine, avaient souhaité conserver au litige un caractère confidentiel. La partie défenderesse a été reçue en sa demande reconventionnelle de dommages-intérêts pour atteinte à la confidentialité de l'arbitrage<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> CA Paris, 1re ch. suppl., 18 févr. 1986 : Rev. arb. 1986, p. 583, note G. Flécheux.

E. Gaillard, Le principe de confidentialité de l'arbitrage international : D. 1987, chron. p. 153

## **b. Les fondements internationaux**

Les législations des pays d'arbitrage comme la France, la Suisse ou l'Angleterre ne contiennent aucune disposition à caractère général imposant la confidentialité de l'arbitrage dans son ensemble. En revanche, le règlement d'arbitrage de l'American Arbitration Association (AAA) dispose dans son article 35 que « aucune information confidentielle communiquée au cours de la procédure par les parties ou les arbitres ne peut être divulguée par un arbitre ou par l'Administration. Sauf stipulation contraire des parties ou disposition légale contraire, les membres du Tribunal arbitral et l'Administrateur sont tenus de garder confidentiels tous les éléments relatifs à l'arbitrage ou à la sentence ».

En Chine, le nouveau Règlement d'arbitrage CIETAC (China International Economic and Trade Arbitration Commission) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1994 et a fait évoluer la notion. Le règlement de 1988 avait remplacé la notion d'audience publique par celui d'audience à huis-clos. Celui de 1994 est allé plus loin, en imposant à ceux qui participent, d'une manière ou d'une autre, à la procédure une obligation de confidentialité : ils doivent s'abstenir de divulguer à tout tiers le contenu de l'affaire et le déroulement de la procédure.

La Chambre de Commerce International (CCI) est également attachée au caractère confidentiel de l'arbitrage mais, dans son Règlement intérieur, ne l'affirme qu'à propos des travaux de la Cour Internationale d'Arbitrage (CIA), son organe permanent d'administration. Ainsi le Règlement de la CCI contient deux dispositions traitant de la confidentialité. En effet, l'article 2 affirme que les travaux de la CIA ont un caractère confidentiel que toute personne y participant se doit de respecter. Ensuite dans son article 6, elle affirme le caractère confidentiel de la conciliation. Le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI) diffuse régulièrement des informations sur la composition des juridictions arbitrales, l'identité des parties et l'état des procédures en cours. Mais l'article 48 de la Convention de Washington du 18 mars 1965 se pose en limite. Le Règlement, révisé le 26 septembre 1984, applicable aux arbitrages nés de la clause postérieure à cette date ajoute que le CIRDI peut inclure dans ses publications les extraits de règles juridiques appliquées. La confidentialité est également visée aux articles 48-4, 37-2 disposant que le consentement des parties est nécessaire pour que les tiers puissent assister aux audiences. L'article 6-2 affirme que les arbitres doivent respecter la confidentialité, et l'article 15 que les délibérations se déroulent à huis-clos. Quant au caractère confidentiel des audiences, il est assez largement consacré,

notamment par l'article 15 de l'arbitrage de la CCI qui dispose que « *sauf accord de l'arbitre et des parties, les audiences ne sont pas ouvertes aux personnes étrangères à la procédure* » mais encore par l'article 10-4 de la London Court of International Arbitration et l'article 25-4 de CNUDCI.

## ***B. Les avantages incontestables de la confidentialité***

Il naît de la confidentialité de l'arbitrage trois avantages majeurs qui viennent compléter les législations des domaines concernés : un avantage commercial (a), un avantage pour les Etats (b) et un avantage contractuel pour les parties (c).

### ***a. Un avantage commercial***

L'avantage principal de la confidentialité réside dans ce que recherche les entreprises. En effet, la publicité peut nuire à l'intérêt d'une entreprise. C'est notamment ce qui risque de se passer avec l'affaire MILKA, dans laquelle le 2<sup>ème</sup> groupe alimentaire mondial s'attaque à une petite couturière française pour récupérer le nom de domaine internet « milka.fr ». L'image de la vache mauve et des petites marmottes va certainement se dégrader à cause de la publicité des débats. La pratique des affaires appelle souvent la confidentialité notamment dans le cadre de la négociation de contrats impliquant un procédé de fabrication secret, ou le rachat de société, de brevets... Rendre public un litige pour une société peut avoir des conséquences plus grave que la simple détérioration de l'image de marque qui pourra être récupérée par une opération communication ou marketing. Ainsi sur les marchés financiers ou le principe de transparence financière doit être la règle, l'annonce d'un litige social, commercial... peut entraîner la chute du cours des actions de l'entreprise cotée et faire fuir ses partenaires. L'arbitrage est donc un gage de sécurité dans la pratique des affaires et répond aux attentes des acteurs économiques en particulier sur le domaine du commerce international qui apprécie la discrétion. Il complète pour les entreprises cotées la loi du 2 août 1989 relative à la sécurité et la transparence du marché financier a complété le délit d'initié en créant l'incrimination de communication d'informations privilégiées<sup>6</sup>. Ce délit réprime la transmission, par un dirigeant de sociétés ou par une personne disposant à l'occasion de l'exercice de sa profession ou de ses fonctions, de renseignements privilégiés « sur les perspectives ou la situation d'un émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé ou sur les perspectives d'évolution d'un instrument financier

<sup>6</sup> Ord. n° 67-833, 28 sept. 1967, art. 10-1, al. 2 modifié L. n° 96-597, 2 juill. 1996. – Cf. A. Viandier, Sécurité et transparence du marché financier. Commentaires des titres 1 et 2 de la loi du 2 août 1989 : JCP E 1989, II, 15612, n° 43 s.

admis sur le marché réglementé », dès lors qu'ils sont communiqués « en dehors du cadre normal de sa profession ou de ses fonctions ». Précisons enfin, pour compléter ces infractions boursières liées à la communication d'informations, l'incrimination de la diffusion d'informations fausses ou trompeuses.

## **b. Un avantage pour les Etats**

Sur la scène du commerce international, les acteurs sont à la fois des grosses entreprises ou des groupes puissants mais également les Etats, qui lors de leurs transactions recherchent le maximum de discrétion surtout quand cela touche l'armement ou l'énergie. Ainsi les gouvernements apprécient de garder secret, voire secret défense, des renseignements qui toucheraient à la défense nationale (équipement militaires, armement, recherche scientifique...) ou les ressources naturelles ; informations susceptibles de remettre en cause leur position sur la scène internationale ou affaiblir leur image commerciale en affichant leurs déboires commerciaux (comme cela fut le cas avec l'affaire des frégates de Taiwan, affaire Crédit Lyonnais...). Ce principe de confidentialité complète pour l'Etat Français la loi du 26 juillet 1968 modifiée par la loi qui interdit la transmission, à des autorités publiques étrangères, de renseignements « *d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique dont la communication est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, aux intérêts économiques essentiels de la France ou à l'ordre public* » (article 1er). L'article 1 bis de cette loi dispose, en outre, qu'il est interdit de demander, de rechercher ou de communiquer de telles informations dans le cadre de procédures judiciaires ou administratives étrangères.

Ces dispositions, pénalement sanctionnées (par une peine d'emprisonnement de six mois et une amende de 120 000 F selon l'article 3 de la loi), permettent notamment aux entreprises françaises de faire comprendre aux autorités étrangères leur refus de diffuser ces renseignements ou de violer le secret professionnel<sup>7</sup>.

## **c. Un avantage contractuel**

Le besoin de confidentialité peut également résider dans le type même de contrat conclu entre les parties: les contrats de transfert de techniques tels que les contrats de know-how se négocient le plus souvent aux termes de pourparlers ponctués d'accords provisoires de secret par lesquels le futur bénéficiaire s'interdit de divulguer les éléments dont il pourrait prendre connaissance au cours d'une

---

<sup>7</sup> B. Audit, La loi française et les conflits de souveraineté : RJ com. 1984, n° spécial, p. 86 s., spécialement p. 90.



discussion préliminaire. Ces accords sont un aspect essentiel des négociations car les parties peuvent avoir accès à certains secrets techniques. En outre, la publicité d'un litige peut créer un préjudice commercial non négligeable et les entreprises, toujours soucieuses de leur image, préféreront garder confidentielles les batailles juridiques livrées à leur concurrent.

## **II. L'application difficile du principe de confidentialité**

La confidentialité des débats et des sentences arbitrales est la base de la procédure arbitrale internationale, telle que peuvent le prévoir les règlements d'arbitrage CNUDCI, CIRDI ou CCI. En théorie, des dispositions issues des règlements imposent l'accord des parties comme préalable à toute divulgation des sentences arbitrales. Mais aucune disposition explicite n'interdit à une tierce partie la participation aux débats. C'est pourquoi il convient d'étudier à la fois l'obligation des intervenants à la procédure (A) et la confidentialité liée à la procédure elle-même ou au contenu de la sentence arbitrale (B)

### **A. L'obligation de confidentialité pour les intervenants à la procédure**

L'obligation de confidentialité s'impose a priori à tous les intervenants à la procédure, mais on s'aperçoit qu'elle n'a pas la même valeur et la même source selon qu'il s'agisse des parties et tiers intéressés (a), des instances arbitrales même (b), des arbitres (c) ou encore des témoins et experts (d).

#### **a. Les parties et les tiers intéressés**

Les parties sont tenues au secret lors de la procédure arbitrale en vertu du principe « pacta sunt servanda » qui enseigne que les parties sont liées par les accords qu'elles conclues entre elles. Toutefois, il convient d'envisager le problème de l'apparition d'une nouvelle information pendant la procédure, celles-ci n'étant alors pas protégées par le contrat ou la convention d'arbitrage. Si l'information est susceptible de communication publique et qu'elle n'a pas a priori de caractère confidentiel, rien n'empêche la partie de divulguer le document ou le fait à un tiers. La seule limite à la diffusion d'une telle information serait le préjudice qui pourrait être causé à l'autre partie. Ainsi, souvent, les parties prévoient que les informations recueillies au cours de l'instance arbitrale ne soient pas divulguées. Elles ont l'interdiction de révéler la sentence une fois rendue car cette décision peut contenir des secrets de fonds ne pouvant être connus du public. Mais cela peut poser des problèmes dans le cas du recours devant une juridiction étatique.

Ensuite, les engagements de confidentialité implicites en médiation et en arbitrage sont garants de la confidentialité non seulement de la démarche, mais de la solution retenue, sauf si une des parties demande l'homologation de la décision. L'homologation d'une entente ou d'une sentence

arbitrale consiste à la faire avaliser par un tribunal, de sorte que son exécution puisse être forcée. Par contre, un procès est de nature publique du début à la fin et peu d'entreprises sont à l'aise avec le fait d'avoir à divulguer publiquement des informations confidentielles qui pourraient les désavantager face à leurs compétiteurs.

Pourtant l'obligation de confidentialité imposée aux parties a subie de nombreuses atteintes. En effet, nous comptons au moins trois affaires en arbitrage international pour lesquelles a été levé le principe de confidentialité relatif aux débats, autorisant l'admission de requêtes émanant d'*amicus curiae* (tiers extérieurs au litige). Ce problème, allant à l'encontre des règles communément admises en arbitrage international, résulte de dispositions prises au chapitre 11 de l'ALENA <sup>8</sup> qui accordent aux parties tierces un droit à soumettre à des tribunaux arbitraux des questions d'interprétation du traité, et ainsi implicitement, une participation aux procédures arbitrales.

Dans l'affaire *Metalclad Corporation v. United Mexican States* <sup>9</sup>, une ONG a été autorisée à filmer les débats et à les diffuser en intégralité sur Internet. Les arbitres ont également conclu dans l'affaire *Waste Management Inc. v. United Mexican States* <sup>10</sup> qu'il n'existait dans le règlement d'arbitrage aucune obligation de confidentialité. Enfin, l'affaire *Méthanex v. USA* <sup>11</sup> est intégralement disponible sur Internet suite à une demande d'*amicus curiae* formulé par des ONG, dont l'association internationale Institute for Sustainable Development (IISD). Le Tribunal arbitral a accédé aux prétentions des tiers et a fait céder ici la confidentialité de l'arbitrage devant l'intérêt public suscité par l'affaire.

Il existe donc aujourd'hui un véritable lobbying mené par certaines ONG visant à lever le secret des procédures arbitrales concernant un investisseur privé et un État. IISD nous indique les motivations essentielles de ce mouvement. La conséquence du secret de procédure en arbitrage est importante. Elle procure aux investisseurs privés et aux sociétés étrangères qui opèrent dans un État d'accueil un moyen de faire pression, d'influencer et éventuellement de menacer un gouvernement lorsqu'il prend des mesures jugées inopportunes par ces investisseurs, et ce à l'abri du regard du public<sup>12</sup>.

---

<sup>8</sup> Accords de l'ALENA, Chapitre 11, article 1127 et 1128.

<sup>9</sup> ICSID Case No. ARB(AF)/00/3

<sup>10</sup> ICSID Case No. ARB(AF)/98/2

<sup>11</sup> <http://www.state.gov/s/l/c5818.htm>

<sup>12</sup> Private rights, Public Problems ; A guide to NAFTA's controversial chapter on investor rights ; IISD & WWF, 2001

Cet effritement de la confidentialité de l'arbitrage ne se limite pas à l'ALENA. Lors d'un arbitrage CIRDI récent, une partie a tenté de s'opposer à la divulgation d'informations par l'autre partie, en demandant aux arbitres de se prononcer sur la confidentialité de la procédure. Or le Tribunal a affirmé que le règlement CIRDI ne contenait aucune restriction à la liberté des parties sur ce sujet ; et malgré le fait que les parties recourent à l'arbitrage dans le but d'éviter toute publicité de leur litige, à moins que l'accord entre les parties intègre une telle limitation, chacune d'entre elle reste libre d'évoquer publiquement la procédure.

Les règlements d'arbitrage semblent être impuissants face à l'aléa de la confidentialité et devant l'admission alarmante des tierces parties par les tribunaux arbitraux à la procédure arbitrale. Si le problème a toujours existé, il n'a jamais été vraiment abordé, et les affaires évoquées ci-dessus démontrent une nécessaire prise de conscience face à une confidentialité éphémère. Pour s'assurer de son effectivité, il est impératif de préciser dès la rédaction de la clause compromissoire, le caractère confidentiel que les parties entendent conférer au règlement de l'éventuel litige.

## ***b. Les institutions d'arbitrage***

Le devoir de réserve imposé aux parties s'étend bien évidemment aux institutions d'arbitrage elles-mêmes. Leurs règlements, comme nous l'avons étudié dans la première partie, sont disparates mais traitent tous de la confidentialité. Et comme l'arbitrage est une procédure choisie par les parties, libre à elles d'adhérer ou non au règlement.

Le CIRDI diffuse régulièrement des informations sur la composition des juridictions arbitrales, l'identité des parties et l'état des procédures en cours et peut inclure dans ses publications les extraits de règles juridiques appliquées. De plus, la CCI publie des résumés des affaires avec d'infinies précautions mais selon l'article 226-3 du nouveau code pénal, elle semble être titulaire de ces informations par sa fonction et contrat de mission temporaire, ce qui lui interdit de la révéler en tant qu'elle peut avoir un caractère secret. Mais la CCI affirme que seul est secret ce que la procédure décèle au titre de secret.

On peut aussi relever la procédure particulière à la CNUDCI<sup>13</sup>. Le système vise les décisions et sentences arbitrales ayant un rapport avec l'interprétation ou l'application d'un texte juridique de la CNUDCI, à savoir aussi bien celles qui interprètent ou appliquent une ou plusieurs dispositions

---

<sup>13</sup> Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International.

particulières, que celles qui ne font pas référence à une disposition précise, mais se rapportent au texte juridique dans son ensemble. Par exemple, on inclura dans le système les décisions aux termes desquelles un texte n'est pas applicable en l'espèce.

La principale tâche d'un correspondant national est de recueillir les décisions rendues par les tribunaux de son pays. Il peut aussi recueillir d'autres décisions ou sentences pertinentes, notamment celles qui se rapportent à une loi nationale s'inspirant largement du texte d'une convention élaborée par la CNUDCI, même si l'État n'est pas partie à la Convention. Normalement, seules les décisions et les sentences définitives sont recueillies; si une décision recueillie fait l'objet d'un pourvoi en appel ou d'un recours, on l'indiquera dans le sommaire. Lorsque deux décisions ont été rendues, l'une en appel et l'autre par une juridiction inférieure, l'établissement d'un sommaire sur la décision prise par la juridiction inférieure ne sera pas considéré comme une priorité. Toutefois, si le raisonnement tenu dans les deux cas revêt un intérêt juridique pour l'interprétation d'un texte de la CNUDCI, des sommaires peuvent être établis pour les deux décisions.

La collecte de sentences arbitrales appelle certaines remarques. Les possibilités d'accès aux sentences arbitrales varient considérablement et sont en général assez limitées, souvent pour des raisons de confidentialité ou parfois du fait des usages généraux d'une institution d'arbitrage. La disponibilité des sentences rendues par des tribunaux dans le cadre de procédures qui ne sont pas administrées par une institution d'arbitrage est sans doute encore plus limitée. Ainsi, les sentences arbitrales ne sont insérées dans le recueil que si elles ont été portées à l'attention des correspondants nationaux et sous la forme sous laquelle elles leur ont été communiquées.

En règle générale, la décision judiciaire ou la sentence arbitrale complète, dans sa langue originale, est communiquée au secrétariat. Exceptionnellement, toutefois, certaines parties d'une décision ou d'une sentence arbitrale seront omises, par exemple, pour des raisons de confidentialité (dans ce cas, une décision ou sentence "expurgée" pourra lui être communiquée) ou parce qu'elles n'ont pas de rapport avec un texte de la CNUDCI, ou encore parce que le correspondant national n'y a pas accès.

Le secrétariat archive les décisions et sentences sous la forme sous laquelle elles lui ont été envoyées par les correspondants nationaux. Sous réserve de restrictions éventuelles liées au copyright, elles sont communiquées, sous cette même forme, à toute personne intéressée, pour son usage personnel, sur demande.

On peut donc s'interroger sur l'évolution de la publication des institutions arbitrales, tant la confidentialité est soumise à l'interprétation que feront ces dernières. Bien que la confidentialité se trouvent dans les règlements mêmes des instances, on remarque qu'elle soumet plus les arbitres que les instances propres.

### **C. Les arbitres**

Parlant de leur « *statut* » qui dérive du contrat spécifique qui les lie aux parties, le Professeur Fouchard n'hésite pas à écrire concernant leur « *devoir de respecter la confidentialité de l'arbitrage* », qu'il découle « *d'un des principes fondamentaux de l'arbitrage* » plus que des textes qui les concerne.

En effet, ce devoir est assimilable à un secret professionnel. Ce secret a pour fonction d'assurer l'indépendance d'esprit et la liberté de décision de chaque arbitre comme l'a très bien montré M. Bredin. Et ce secret peut même avoir pour fondement la protection des parties elles-mêmes dans la mesure où ce sont elles qui réclament la confidentialité et que celle-ci les protège de dérives si elles venaient à connaître l'orientation que prend la sentence. L'égalité entre les parties s'en trouve donc renforcée pendant les débats. Et une fois la sentence rendue, les arbitres se voient aussi contraints de respecter la confidentialité de leurs échanges. Cependant la manière dont a été prise la décision (de manière unanime ou non) paraît pouvoir être divulguée dans la mesure où elle respecte l'égalité des parties. M. Delvové explique à ce sujet que « *le secret du délibéré s'attache davantage à la préparation de la sentence qu'à son résultat, et l'obligation de confidentialité, qui au demeurant est inhérente à la fonction de juger, n'est pas entamée par ces prétendues entorses au principe posé* »<sup>14</sup>.

L'obligation de confidentialité qui est imposée aux arbitres semble avoir pour fonction secondaire mais non moins importante la non divulgation d'information aux tiers, que celles-ci est été apprise avant l'affaire, pendant les débats ou à leur clôture. Cependant cette obligation découle plus du caractère secret des délibérations que d'un principe de confidentialité, l'arbitre devant rester muet sur tout ce qu'il apprend.

---

<sup>14</sup> J.L. Devolvé, vraies et fausses confidences, ou les petits et les grands secrets de l'arbitrage, *Revue de l'arbitrage* 1996 n°3, p 387.

#### **d. Les experts et les témoins**

Les experts, s'ils sont nommés par le tribunal arbitral sont uniquement tenus par le secret professionnel. Les témoins, quant à eux n'ont aucun lien contractuel avec la convention d'arbitrage conclue entre les parties, celle-ci même qui impose la confidentialité. Pourront-ils cependant divulguer les secrets dont ils auront pu avoir connaissance lors de l'audience ? On peut répondre à cette question par le caractère secret que donne la loi à certains faits. Il s'agit d'un secret de fond comme ceux qui concernent la vie privée, la défense nationale ou le secret professionnel. Les témoins sont pénalement responsables s'ils enfreignent les dispositions légales. Les parties peuvent également consacrer certains faits comme secret, ceux-ci seront aussi des secrets de fonds (par exemple, la contre-lettre ou le brevet). Si les témoins ne respectent pas cette protection prévue par les parties, ils engageraient alors leur responsabilité quasi-délictuelle. Toutefois, le risque d'indiscrétion reste grand et les solutions ne sont pas très satisfaisantes. Edward Dolido suggère que l'on pourrait faire signer au témoin une sorte d'accord de confidentialité mais il ajoute que le témoin pourrait tout à fait refuser et qu'il n'existerait aucun moyen de le contraindre au silence<sup>15</sup>.

#### **B. La confidentialité attachée à la procédure et au contenu de la sentence**

La confidentialité doit être appliquée par tous les intervenants à l'arbitrage mais elle trouve aussi son application tout au long de l'arbitrage, à la fois lors de la procédure (a) en vertu de l'article 1460 du code de procédure civile et lors de la sentence en vertu de l'article 1469 du code de procédure civile (b). Mais comme nous allons le voir, elle subit aujourd'hui de fortes atteintes.

##### **a. La confidentialité de la procédure**

L'article 1460 du code de procédure civile donne aux arbitres la possibilité de régler la procédure arbitrale de façon plus souple que ce qui est prévu pour le procès civil et commercial. Cette souplesse permet une meilleure adaptation aux particularités des litiges de commerce international et autorise par conséquent que la procédure soit confidentielle. Ainsi la communication des pièces pourra être confidentielle, les débats et audiences pourront se dérouler à huis-clos. Ceci est

---

<sup>15</sup> DOLIDO E., *Confidentiality during and after arbitration*.

tout particulièrement utile pour des litiges atypiques comme ceux issus du commerce électronique ou pour des contrats de transfert de techniques qui ont besoin d'être protégés par le secret.

La confidentialité peut s'exercer dans deux sens. On peut soit limiter le nombre de personnes pouvant avoir accès aux informations, soit limiter la connaissance d'un certain nombre de documents. Les parties disposent de plusieurs moyens : le huis-clos, la plaidoirie en privé, contrôle des témoins et des experts. Les parties peuvent aussi convenir entre elles de garder secrets certains documents et certaines informations.

L'audience peut alors revêtir un caractère privé, les parties décidant de la présence ou non du public lors des plaidoiries en optant pour le huis-clos ou l'audience publique. Cette seconde possibilité entraîne alors la publicité de l'ensemble des pièces présentées. Les règlements d'arbitrage de la CCI (article 15-4), de la CNUDCI (article 25-4), du CIRDI (article 6, 37-2 et 48-8) et de l'OMPI (article 53 c) stipulent que les tiers ne devraient pas être admis à l'audience sans l'accord unanime des parties. Le règlement de l'OMPI va jusqu'à interdire la révélation de l'existence d'un arbitrage. Il restreint même la communication d'informations entre les parties. La procédure arbitrale implique la communication de mémoires et de diverses pièces. Cette communication s'effectue en fonction des dispositions choisies par les parties, ou à défaut par les arbitres. Les parties ont la possibilité de prévoir la protection de certaines pièces mais dans tous les cas, le principe de la contradiction doit être respecté : toute pièce émanant d'une partie doit être communiquée à l'autre partie ainsi qu'aux arbitres. Une partie peut parfois refuser que son adversaire prenne connaissance de certaines pièces afin de préserver la confidentialité et s'octroyer un avantage. Or ceci est impossible au nom du principe du contradictoire, principe fondamentale de la Justice française. En effet, ce principe garanti une égalité devant la justice étatique comme devant la justice privée, en permettant à chaque partie d'avoir connaissance de tous les éléments du dossier pour qu'elle puisse préparer sa défense. L'article 1484 du nouveau code de procédure civile dispose que la violation de ce principe est sanctionnée par la nullité de la sentence. Mais comment concilier une obligation de garder secret à une obligation de révéler ?

L'article 16 du NCPC dispose que « *le juge doit, en toutes circonstances, faire observer lui-même le principe de la contradiction. Il ne peut retenir, dans sa décision, les moyens, les explications et les documents invoqués ou produits par les parties que si celles-ci ont été à même d'en débattre contradictoirement. Il ne peut fonder sa décision sur les moyens de droit qu'il a relevés d'office sans*



*avoir au préalable invité les parties à présenter leurs observations* ». Cet article peut-être complété pour l'arbitrage par l'article 1460 NCPC qui dispose que « *si une partie détient un élément de preuve, l'arbitre peut aussi lui enjoindre de le produire* ». En effet, le refus d'une partie de produire un moyen de preuve après injonction de l'arbitre pourra être analysé comme une violation du contradictoire.

Les arbitres sont tenus de respecter les principes fondamentaux de la défense et notamment le principe du contradictoire comme le dispose l'article 1460 NCPC. Mais comme l'exprime M. LOQUIN, « *les conséquences de l'article 1460 alinéa 1, font que les arbitres sont directement confrontés avec le principe du contradictoire, sans la médiation des formalités substantielles destinées à assurer leur respect* »<sup>16</sup>. Afin d'assurer son application, chaque partie se doit alors de faire valoir ses prétentions de fait et de droit, de connaître les prétentions de son adversaire et de les discuter ; aucun document ne doit être porté à la connaissance du tribunal sans être également communiqué à l'adversaire ; et enfin, aucun moyen de fait ou de droit ne peut être soulevé par le tribunal sans que les parties aient été invitées à les commenter. On comprend alors aisément les difficultés que l'on peut rencontrer à vouloir concilier dans la même instance deux principes fondamentalement antinomiques. Pourtant c'est l'arbitre qui a pour rôle de faire respecter et de concilier ces deux principes tout en les respectant. Il doit alors faire comprendre aux parties l'intérêt de respecter les règles de procédures et les aider à trouver la meilleure solution<sup>17</sup>. Ainsi, si l'instance arbitrale est bien menée, les deux principes peuvent sans problème s'accorder. Il doit expliquer aux parties que tout document confidentiel non présenté à l'adversaire ne pourra pas être pris en compte lors du délibéré sous peine de violer un principe fondamental. La Cour de cassation a même affirmé que « *l'annulation de la sentence arbitrale sur le fondement de la violation du principe du contradictoire implique qu'il soit clairement démontré que les éléments d'information utilisés par les arbitres n'ont pas été donnés au débat contradictoire entre les parties* »<sup>18</sup>. Le contrôle a posteriori par les juges des sentences arbitrales est très poussé car ils vérifient la contradiction pour chaque objet du débat et le temps alloué à la contestation. Mais la partie plaignante doit rapporter la preuve que les pièces fondant la décision n'ont pas été soumises au débat. Or, les arbitres ne sont pas tenus de

---

<sup>16</sup> LOQUIN E., Jurisclasseur Procédure Civile, fascicule 1036, Arbitrage- Instance arbitrale- Procédure devant les arbitres, n°85.

<sup>17</sup> KESSEDJAN C., Principe de la contradiction et arbitrage, Revue de l'arbitrage 1995, p 381.

<sup>18</sup> Civ 2<sup>ème</sup> 30 septembre 1999, Revue de l'arbitrage 2000 n°2 p 266.

mentionner l'ensemble des pièces<sup>19</sup>. C'est pourquoi, il est conseillé aux parties de constituer le plus tôt possible la preuve de la violation du principe contradictoire.

A travers cette confrontation entre deux principes majeurs du droit de la défense, on s'aperçoit que la confidentialité atteint sa limite dans la procédure lorsqu'elle touche au respect du contradictoire. La confidentialité ne doit pas se poser en avantage pour l'une des parties afin de remporter les faveurs de l'arbitre ou fausser le rôle de l'arbitrage dans le règlement des conflits. Chaque partie se doit de révéler à l'autre toutes les pièces qu'elle verse au dossier. Mais en est-il de même pour la confidentialité de la sentence ?

### **b. La confidentialité de la sentence**

Le délibéré qui précède obligatoirement la sentence doit être secret selon l'article 1469 NCPC, et M. de BOISSESSON ajoute qu'il s'agit même « *un principe fondamental qui constitue l'un des pivots de l'arbitrage comme toute décision de justice* »<sup>20</sup>. En effet, le secret a pour effet de préserver l'indépendance d'esprit et la liberté de décision de chaque arbitre. Il a toutefois un autre objectif, qui est celui d'empêcher une partie ou des tiers d'obtenir des renseignements par l'indiscrétion de certains arbitres. L'égalité des parties sera ainsi protégée.

Pourtant certaines jurisprudences<sup>21</sup> ont même considéré que la violation du secret du délibéré n'était pas en arbitrage interne une cause de nullité de la sentence. Certains règlements d'arbitrages remettent également en cause ce principe, notamment le règlement d'arbitrage CCI. Ces atteintes prouvent que c'est encore un principe faiblement établi.

Les sentences arbitrales, qui concluent la mission de l'arbitre en donnant sa décision, ne sont pas des documents publics. Elles ne sont pas prononcées publiquement, et ne donnent pas lieu à publication. Si certains centres d'arbitrages (surtout en matière internationale) publient des recueils de sentences, il faut supposer que c'est avec l'accord des parties. On peut ainsi s'étonner de trouver parfois dans le dossier fourni par une partie au tribunal arbitral la copie d'une sentence rendue précédemment dans un autre arbitrage concernant l'une des parties, ce qui (sauf accord des parties à cette sentence) constitue une violation de la confidentialité de l'arbitrage, et doit inciter l'arbitre à écarter la pièce.

---

<sup>19</sup> CA Paris 5 juillet 1990, Revue de l'arbitrage 1991, p 359.

<sup>20</sup> De BOISSESSON, le droit français de l'arbitrage interne et international 1990, p296.

<sup>21</sup> CA Paris 19 mars 1981, Revue de l'arbitrage 1982 p 84.

Les parties portent même atteinte à la confidentialité quand elles publient par accord ou unilatéralement la sentence. Ce fut le cas pour la sentence CCI du 11 mars 1983<sup>22</sup> publiée avec l'autorisation du demandeur, et ultérieurement annulée par la Cour d'appel de Paris. D'autres affaires suivirent, mais il n'en reste pas moins que la pratique arbitrale internationale demeure attachée au principe de confidentialité, comme le montre l'analyse de certains règlements (art 32-5 du règlement de la CNUDCI, article 48-5 de la convention de Washington sur le CIRDI, pratique de la chambre de commerce internationale). Ce principe a été consacré par la jurisprudence. Ainsi, la Cour d'appel de Paris, par un arrêt du 18 février 1986<sup>23</sup> a condamné l'appelant à des dommages-intérêts pour avoir introduit un recours en annulation irrecevable, puisqu'exercé à l'encontre d'une sentence rendue en Angleterre. Par son action, l'appelant avait, selon la cour « *permis un débat en audience publique de faits qui devaient demeurer confidentiels* ». La cour précise qu'il est « *de nature même de la procédure d'arbitrage d'assurer la meilleure discrétion pour le règlement des différends d'ordre privé, ainsi que les deux parties en étaient convenues* ».

D'autres affaires peuvent être citées. L'affaire Klöchner c/ République du Cameroun, sentence du CIRDI du 21 octobre 1983. La société avait été condamnée sévèrement par l'instance arbitrale et elle a alors décidé de publier unilatéralement la sentence. La sentence a fait l'objet d'un recours en annulation devant un comité ad hoc (désigné spécialement pour cette affaire). La société a soutenu en particulier que la sentence avait manqué d'impartialité. Le comité ad hoc a refusé d'annuler la sentence sur ce point mais il a précisé que la demande d'annulation n'avait pas en ce qui concerne le manque d'impartialité du tribunal arbitral « *un caractère téméraire, si l'on prend en considération notamment la sévérité des appréciations d'ordre moral portées par le tribunal à l'égard de la demanderesse et le préjudice moral susceptible d'en résulter pour celle-ci (et ce d'autant plus que la sentence a fait ensuite l'objet d'une publication par les soins du conseil de la défenderesse)* ». C'est donc d'une manière indirecte que le comité d'arbitrage ad hoc reconnaît l'existence d'un principe de confidentialité de la sentence, qui, en l'espèce, aurait dû s'appliquer mais qui a été violé par la demanderesse en publiant la sentence.

Plus récemment un arrêt de la Cour suprême suédoise remet en cause le principe de la confidentialité de la sentence arbitrale. L'arrêt qui date du 20 octobre 2000, est nommé affaire Bulbank. La cour note que l'arbitrage se fonde sur un contrat d'où il découle que la procédure est

---

<sup>22</sup> SPP c/ Rép. Arabe d'Egypte.

<sup>23</sup> Aïta c/ OJJEH.

privée. La loi n'est donc là que pour apporter un certain degré de stabilité à l'arbitrage mais ne doit pas l'encadrer. Et le fait qu'il soit régi par la loi n'impose pas aux parties une obligation légale de confidentialité. La nature privée de l'arbitrage exclut que des tiers soient présents au cours de la procédure et la cour affirme que les arbitres et conseils doivent respecter le secret professionnel. Pourtant elle ne voit pas de contradiction à ce que l'une des parties communique à un tiers des informations sur l'arbitrage, notamment si la partie en question se trouve en position d'infériorité et souhaite exercer des pressions sur un partenaire dominant en donnant de la publicité au litige.

## **Conclusion**

Cet arrêt complète une série de décisions qui remettent en cause le principe de la confidentialité de l'arbitrage. En effet, comme on l'a vu dans nos deux axes de réflexions, le principe de confidentialité est remis en cause à la fois par les parties qui s'autorisent des publications, la réalisation de films sur les débats ou la retranscription sur internet. Ensuite, la procédure ne semble plus protégée par la confidentialité car les parties peuvent se servir de ce qui aura été dit dans les débats. La confidentialité trouvait pourtant déjà une limite légale et légitime dans le principe du contradictoire et s'était vu restreint au travers de la limitation du principe de caractère secret de la procédure. Enfin, et c'est certainement là que l'atteinte est la plus forte, la sentence elle-même n'est plus protégée depuis l'arrêt de la Cour suprême suédoise qui autorise son utilisation à des fins économiques par l'une des parties.

Pourtant, malgré ses atteintes le caractère confidentiel de l'arbitrage conserve toute sa valeur et toute son importance dans l'arbitrage, représentant toujours le caractère essentiel recherché par les parties qui le prévoient contractuellement. De plus, les atteintes peuvent être limitées par la convention conclue entre les parties. En effet, on peut affirmer que les remises en cause du principe aura pour conséquence de rendre les conventions ou les clauses d'arbitrage beaucoup plus précises. Ce sera aux parties d'anticiper et de prévoir le degré de confidentialité souhaité lors de l'instance d'arbitrage. Et finalement, n'est-ce pas tout l'intérêt de recourir à une justice privée que de pouvoir se créer une justice sur mesure, si bien entendu elle est unanimement acceptée par les parties, puisqu'en matière commerciale, les règles de protection civile ne tiennent pas, et chacun est sensé avoir une entière liberté contractuelle.

## **BIBLIOGRAPHIE**

- J.L. Delvolvé, Vraies et fausses confidences ou les petits et les grands secrets de l'arbitrage : Revue de l'arbitrage. 1996, p. 373.
- CA Paris, 1<sup>re</sup> ch. C., 18 févr. 1986 : Revue de l'arbitrage. 1986, p. 583, note G. Flécheux.
- E. Gaillard, Le principe de confidentialité de l'arbitrage international : D. 1987, chron. p. 153
- B. Audit, La loi française et les conflits de souveraineté : RJ com. 1984, n° spécial, p. 86 s., spécialement p. 90.
- Private rights, Public Problems ; A guide to NAFTA's controversial chapter on investor rights ; IISD & WWF, 2001
- E.LOQUIN, Jurisclasseur Procédure Civile, fascicule 1036, Arbitrage- Instance arbitrale- Procédure devant les arbitres, n°85.
- KESSEDJAN C., Principe de la contradiction et arbitrage, Revue de l'arbitrage. 1995, p. 381.
- Civ 2<sup>ème</sup> 30 septembre 1999, Revue de l'arbitrage. 2000 n°2, p. 266.
- CA Paris 5 juillet 1990, Revue de l'arbitrage. 1991, p. 359.
- De BOISSESSON, le droit français de l'arbitrage interne et international 1990, p296.
- CA Paris 19 mars 1981, Revue de l'arbitrage. 1982, p 84.
- Fabrice FAGES, La confidentialité de l'arbitrage à l' épreuve de la transparence financière : Revue de l'arbitrage.2003 n°1, p.6.
- Y. D. Arbitrage. Caractère confidentiel, JDI. 1994-2, p1065.

□ Hans Bagner, L'imbroglio de la confidentialité dans l'arbitrage commercial international : Bulletin de la Cour internationale d'arbitrage de la CCI Vol,12/N°1-1<sup>er</sup> semestre 2001, p.19.

□ <http://www.state.gov/s/l/c5818.htm>